

CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA—LES CRÉDITS
AFFECTÉS À LA RECHERCHE

Question n° 2908—M. Nystrom:

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 (jusqu'ici) quelle somme totale le Conseil économique du Canada a-t-il consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quel était le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis?

(Le document est déposé.)

LES FONCTIONNAIRES DE L'ÉTAT EMPLOYÉS DANS LA
CIRCONSCRIPTION D'ELGIN

Question n° 3013—M. Wise:

1. Quels sont le nom et l'adresse des fonctionnaires de l'État qui travaillent actuellement dans la circonscription d'Elgin?

2. A quel ministère fédéral est attaché chacun des fonctionnaires travaillant dans la circonscription d'Elgin?

(Le document est déposé.)

MINISTÈRE DES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES—LE
CAS DE LA SOUMISSION MPE 0274-2-8322/3/4/5

Question n° 3060—M. Dinsdale:

1. En ce qui a trait à la soumission MPE 0274-2-8322/3/4/5 du ministère des Approvisionnement et Services, le gouvernement a-t-il adjugé un contrat relatif à l'article 1(B)AO, systèmes de tri des colis pour le traitement postal en vrac et le tri des lettres à la société McInnis de Windsor, affiliée à la société Arrowjet General, de Frederick, Maryland, a) la société Feranti-Packard de Toronto, affiliée à la société Speaker Sortation Systems, a-t-elle présenté une soumission, b) la société Speaker Motions of Canada, affiliée à la société Speaker Motions of Milwaukee, a-t-elle présenté une soumission, c) quel a été, dans chaque cas, le montant de la soumission?

2. Les chargés du projet des Postes ont-ils présenté un rapport indiquant que la soumission de McInnis ne répondait pas aux caractéristiques d'un contrat axé sur le rendement et, dans l'affirmative, a) le ministère des Approvisionnement et Services a-t-il réexaminé la soumission présentée par McInnis, b) la soumission a-t-elle été augmentée de \$1,760,211 à \$4,160,436, c) a-t-on procédé à un examen analogue dans le cas des deux autres soumissions?

3. Des soumissions des trois sociétés en cause, laquelle comportait l'alimentation mécanique, tel que spécifié aux termes d'un contrat axé sur le rendement, a) l'offre de McInnis a-t-elle été améliorée de façon à comprendre l'alimentation mécanique, b) quel a été le coût révisé de cette amélioration, c) quelle est la compétence technique et l'expérience de la société McInnis dans ce domaine particulier de la technologie?

4. a) Laquelle des trois soumissions a reçu l'appui des chargés de projet des Postes, compte tenu de la compétence technique et de l'expérience réelle de la fabrication des systèmes de tri 1(B)AO, qui sont nécessaires pour satisfaire aux exigences de la distribution postale, b) à quelle soumission les experts consultés sur le projet, la société Cole-Sherman Associates de Toronto, ont-ils accordé leur appui, au point de vue compétence technique et expérience réelle dans la fabrication de systèmes de tri de colis, compte tenu de l'importance de la date de livraison?

5. Le chargé de projet des Postes canadiennes, responsable de l'exécution de ce projet a-t-il été retiré du processus d'évaluation à la demande du ministère des Approvisionnement et Services?

6. Quelle est l'expérience pratique des trois sociétés soumissionnaires sur le plan de la fabrication et de la livraison de machinerie pour le tri postal?

7. a) La filiale américaine de la société McInnis, la société Arrowjet General, est-elle devenue la propriété d'American Chain and Cable Co. depuis la soumission initiale, b) la filiale canadienne de ACCO, la

Questions orales

société Canadian Mechanical Handling Systems, est-elle en concurrence avec la société McInnis?

8. Quelle est l'affiliation canadienne des deux autres sociétés qui ont présenté des soumissions?

9. Le projet a-t-il été retardé par suite des négociations avec la société McInnis, a) la date initiale de livraison était-elle octobre 1974, b) a-t-elle maintenant été reportée et, dans l'affirmative, à quand?

10. Combien coûte approximativement par jour le retard dans la livraison?

11. Laquelle des trois sociétés a participé à d'autres contrats dans le cadre du projet de mécanisation des Postes canadiennes, a) de quels projets s'agit-il, b) le rendement a-t-il été satisfaisant?

12. Existe-t-il une compatibilité logistique et de formation entre le service de traitement en vrac du courrier et la machinerie de McInnis?

13. a) Le ministère des Approvisionnement et Services a-t-il l'habitude d'accorder des contrats relatifs au projet de mécanisation des Postes canadiennes, sans tenir compte de la compétence technique, b) sur quels critères ces adjudications sont-elles fondées?

(Le document est déposé.)

M. Cossitt: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Le 15 octobre, le ministre de la Justice, (M. Lang) a répondu à sa façon aux questions inscrites en mon nom au *Feuilleton* au sujet des avocats dont les services sont retenus par le gouvernement. Je me reporte plus précisément à sa réponse à la question n° 2279 dans laquelle le ministre a donné ce qu'il disait être les noms et adresses d'avocats engagés par son ministère dans la province de la Nouvelle-Écosse pendant la dernière année financière. Cette liste comprenait le nom de M. A. D. McInnis, d'Antigonish, qui m'a par la suite informé, dans une lettre datée du 17 octobre, qu'il n'avait pas été chargé de travaux de ce genre par le ministère de la Justice, qu'il était vexé que le ministre ait mentionné son nom et qu'il voulait des explications.

● (1410)

Puis-je signaler au secrétaire parlementaire la question n° 3028 marquée d'un astérisque et inscrite au *Feuilleton* du 22 octobre pour éclaircissements? C'était il y a 42 jours, monsieur l'Orateur, et je ne vois rien qui puisse justifier un si long retard pour fournir ce qui aurait dû être une réponse très simple.

En conclusion, monsieur l'Orateur, de tels retards ne peuvent que mettre en doute l'exactitude de toute la liste du ministre et le ministre, en toute justice pour M. McInnis...

M. l'Orateur: A l'ordre. Questions orales.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LA NOUVELLE HAUSSE DU PRIX DU PÉTROLE
VÉNÉZUÉLIEN—LE CAS DES CONSOMMATEURS DE L'EST
DE L'OUTAOUAIS—LES RÉPERCUSSIONS DES PREMIÈRES
MAJORATIONS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources une question à propos de l'annonce d'une augmentation du prix du pétrole brut vénézuélien. Peut-il dire à la Chambre ce que cela repré-